

Erfurt ou la rupture politique entre Talleyrand et Napoléon

par Daniel Chartre (*daniel.chartre@laposte.net*)

La quasi-totalité des historiens et plus particulièrement des historiographes de Talleyrand et de Napoléon, assimilent l'entrevue d'Erfurt à un acte de haute trahison du premier envers le second, et par conséquent envers la France.

Trahison ! Quel vilain mot ! La personne dont un ou des actes ont mérité cette qualification est considérée à jamais comme un être sournois, déloyal. Peut-on jamais éprouver la moindre estime, le moindre respect envers quelqu'un que l'on a qualifié de traître, ce mot qui à la fois accuse, juge et condamne sans appel ? Traître un jour, traître toujours. Partant de ce postulat, on passe au crible la vie de l'accusé pour y trouver des éléments prouvant qu'il portait en lui ce gène d'infamie qui en a fait un être faux, dissimulateur, hypocrite, un monstre de cynisme et d'égoïsme, en écartant, plus ou moins sciemment, tout élément à décharge que l'on peut trouver dans le contexte des événements.

L'ascension fulgurante de Napoléon qui, par la force des armes, ses talents incontestables d'organisateur et son génie militaire, a vaincu toutes les coalitions jusqu'à ce jour de 1808, amène beaucoup de personnes à considérer que la chute de l'Empereur, dont les immenses qualités et l'intelligence féconde permettaient à la France et aux Français d'espérer l'avènement d'une ère de prospérité et de gloire, ne peut être due qu'à une trahison et que celle-ci est le fait de Talleyrand, personnage clé de l'Empire. Vision simpliste en vérité et tout à fait contestable. Avant de porter un jugement définitif, et par souci d'honnêteté intellectuelle et historique, il convient de prendre la peine de rechercher les raisons exactes, mais non avouées par les protagonistes, de l'échec de cette entrevue.

Il faut principalement s'intéresser à l'Empereur, car c'est son attitude qui a déterminé l'évolution des sentiments et les actes de Talleyrand. Cette démarche est indispensable, parce qu'elle explique les circonstances particulières et l'enchaînement des événements qui ont conduit les pas de Napoléon, de Talleyrand et du Tsar Alexandre Ier à Erfurt. Tout le monde s'accorde à dire que c'est l'affaire d'Espagne qui est à l'origine de l'entrevue d'Erfurt. Son but était de verrouiller la situation politique et militaire en Europe centrale, pour être sûr d'avoir les mains libres dans la péninsule ibérique où les événements n'allaient pas dans le sens souhaité. En fait, la guerre d'Espagne n'était qu'un avatar fâcheux de celle que Napoléon menait contre l'Angleterre. Il est dès lors indispensable de se pencher sur la

genèse de cette affaire si l'on veut comprendre ce qui s'est passé lors de cette célèbre rencontre

Logiquement elle n'aurait pas dû avoir lieu. Depuis le traité de Bâle signé le 22 juillet 1795, entre la République française et le Royaume d'Espagne, qui avait mis fin à la participation de l'Espagne à la première coalition, confirmé et complété par les traités de San Ildefonso (18 août 1796 et 1er octobre 1800), l'Espagne était une nation alliée de la France et engagée dans sa lutte contre l'Angleterre.

Cette alliance défensive et offensive était une sécurité pour la France pendant qu'elle livrait bataille au-delà du Rhin, la dispensant de maintenir des troupes pour faire face à l'éventuelle ouverture d'un second front sur ses arrières.

Hélas Napoléon avait eu la révélation de la duplicité du gouvernement espagnol lorsque les troupes françaises, qui entrèrent à Berlin le 27 octobre 1806, saisirent des documents importants oubliés par le Roi de Prusse, parmi lesquels figurait une lettre du prince de la Paix, chef du gouvernement espagnol, promettant de prendre les Français à revers.



Charles IV par Goya

C'est probablement la découverte de ce document qui fit comprendre à Napoléon que la sécurité de l'Empire ne serait pas assurée tant qu'un souverain issu de la famille de Bourbon régnerait en Europe. Mais ayant à conjurer le danger constituée par la Prusse et les pays qui étaient restés en guerre contre la France à la fin de la troisième coalition (Anglais, Russes, Suédois, et le Royaume de Naples réduit à la Sicile), et n'ayant ni le temps ni assez de troupes pour entreprendre une action militaire de représailles, Napoléon laissa ce problème de côté. Le 26 novembre 1806, après l'échec des pourparlers de paix avec l'Angleterre entrepris au début de l'année, et après avoir renoncé à envahir ce pays, Napoléon décréta le Blocus continental pour l'acculer à la faillite économique. Seulement, pour être efficace, ce blocus devait être complet et donc respecté par l'ensemble des nations du continent, alors que, fin 1806, seules la France, les royaumes alliés, les pays occupés : l'Italie, l'Espagne, la Toscane, Rome, Naples (après l'éviction en 1806 du



Manuel de Godoy, par Antonio Carnicero

Roi Ferdinand^{1er}, un Bourbon d'Espagne par son père), le Royaume de Hollande, la Haute- et la Basse-Allemagne ainsi que le Danemark, l'appliquaient. L'Autriche par le traité de Presbourg, et, plus tard, la Suède par le traité de paix du 6 janvier 1810, la Russie et la Prusse par les deux traités de Tilsit le 7 juillet 1807, furent contraintes de s'y associer. Pour étendre le blocus à l'ensemble de l'Europe, il fallait convaincre la dernière nation réfractaire, le Portugal, par la persuasion ou par la force.

Ce royaume était un ami de longue date de l'Angleterre avec laquelle il avait d'importants échanges commerciaux. Après sa malheureuse participation à la première coalition qui s'était soldé par le traité de Bâle dont il fut exclu, il avait subi la vengeance de Napoléon par l'Espagne interposée. Conformément au traité de San Ildefonso, cette dernière l'avait attaqué avec l'aide d'un contingent français qui n'eût pas à intervenir tant le conflit fut bref. Les traités de Bardajoz, avec l'Espagne le 6 juin 1801, par lequel les ports portugais étaient fermés aux navires britanniques, confirmés par le traité de Madrid du 29 septembre 1801, traité de paix et de neutralité avec la France semblaient avoir réglé le problème. Mais, soucieux de préserver ses affaires commerciales et se retranchant derrière sa neutralité, le Portugal refusa de prendre position dans le conflit opposant la France et l'Angleterre et de respecter le blocus continental. En représailles, l'Empereur décida d'en finir

avec ce royaume rétif.

Napoléon a toujours dit que nombre de ses entreprises n'ont été que le fruit de la saisie au vol d'une opportunité offerte par les circonstances. A propos de l'affaire d'Espagne, il dit à Caulaincourt que « personne ne pourra dire que je n'ai pas agi dans l'intérêt de la France, même dans celui de l'Espagne » et qu'il ne s'y était engagé « qu'à son

corps défendant » (Caulaincourt, Mémoires Tome 1er).

Il faut écarter d'emblée et définitivement ces théories de l'opportunité et de la nécessité impérieuse. Il est évident que Napoléon était, dès le départ, décidé à mener de front le démembrement du Portugal et le renversement de la monarchie espagnole. Il n'avait pas oublié la trahison du gouvernement espagnol et n'avait pas abandonné son idée de chasser le dernier Bourbon régnant en Europe du trône d'Espagne pour y mettre un de ses frères.

Il avait fait part à plusieurs reprises de son intention à Talleyrand. Comme Napoléon, celui-ci pensait,

et affirmait publiquement, que l'Empire ne serait jamais établi d'une façon durable et ne connaîtrait jamais la paix. Et tant qu'un membre de cette vieille dynastie serait à la tête d'un état européen, il pourrait, au nom de la branche française déchue, contester la légitimité de Napoléon et inciter les autres nations à prendre les armes pour faire cesser cette usurpation.

Il tenta néanmoins de dissuader l'Empereur de se lancer dans cette entreprise hasardeuse qui provoquerait inévitablement le soulèvement d'un peuple très attaché à la monarchie et qui, même si elle réussissait, avait toute les chances d'entraîner une nouvelle coalition contre la France pour empêcher Napoléon d'opérer une annexion déguisée, car tout le monde savait qu'à ses yeux, ses frères, « qui sont peu capables » dit-il un jour à Caulaincourt, n'étaient que des utilités, des vice-rois selon son expression, qu'il plaçait ou déplaçait à sa convenance d'un trône à un autre. Ils étaient de simples « exécutants aveugles et muets de ses desseins » (Source F Masson).

Plutôt que de se lancer dans une entreprise hautement périlleuse, Talleyrand préconisait de renforcer l'alliance espagnole par un nouveau traité et de s'assurer de sa fiabilité active en prenant en gage territorial la Catalogne. Il participa aux négociations mais ne signa pas (il n'était plus ministre des Relations extérieures)

le Traité de Fontainebleau (27 octobre 1807), avec Manuel Godoy, chef du gouvernement Espagnol, représentant le roi Charles IV. Ce traité prévoyait qu'au terme de l'opération, le Portugal serait démembré en trois principautés dont l'une reviendrait à l'Espagne en récompense du libre passage des troupes française sur son territoire et de sa participation militaire, mais aussi en compensation de l'annexion par la France du royaume d'Étrurie dont il était le suzerain. Une autre province serait personnellement attribuée à Manuel Godoy, la France conservant le reste des territoires en vue s'en servir comme monnaie d'échange lors de futures négociations.

Pour Napoléon, le traité de Fontainebleau n'était qu'un leurre destiné à endormir la méfiance du roi d'Espagne. En l'appâtant avec l'annexion de provinces portugaises pour lui faire engager ses troupes aux côtés de celles du corps expéditionnaire français, Napoléon avait le champ libre pour utiliser les armées entrées sur le territoire espagnol pour parvenir à ses fins. Même si les querelles dynastiques des princes d'Espagne ont été, au départ, indépendantes de sa volonté, elles facilitèrent grandement l'éviction des Bourbons qu'il aurait entreprise de toute manière.

Au lieu de les apaiser, l'Empereur laissa s'envenimer les dissensions entre le Roi Charles IV et son fils Ferdinand VII en faveur duquel le premier avait abdicqué avant de se raviser sur les conseils du souverain français, et de reprendre le pouvoir. En même temps il ne décourageait pas les avances que lui faisait le fils avec qui il aurait fort bien pu s'entendre car celui-ci l'avait assuré de sa loyauté et sa fidélité, et désirait renforcer l'alliance franco-espagnole en se mariant avec une des princesses de la famille Bonaparte.

En adoptant cette attitude ambiguë, il envenima la brouille. Prétextant de la nécessité de couvrir plus efficacement les arrières des armées de Junot, il fit entrer sur le territoire espagnol plus de troupes que prévu qui, au lieu d'aller soutenir les opérations se déroulant au Portugal, furent déployées jusqu'à Madrid en raison du climat insurrectionnel généré par le conflit familial. Charles IV et Ferdinand VII faisant alors appel à Napoléon pour trancher le différend familial, il les fit venir à Bayonne où il leur annonça qu'il leur confisquait purement et simplement leur royaume pour le donner à son frère Joseph.

Ce serait faire injure à l'intelligence de l'Empereur de penser qu'il n'avait pas conscience que l'entreprise était à hauts risques. La paix imposée aux nations européenne par la force était illusoire et, en dépit des apparences, Tilsitt était demi-échec pour Napoléon. Ses victoires, éclatantes mais fort coûteuses en vies humaines, ne lui avaient pas permis

de récolter tous les fruits qu'il espérait en obtenir.

Malgré tout le charme qu'il avait déployé auprès du Tsar lors des négociations préalables à la rédaction et la signature du traité, Napoléon n'avait pas réussi à convaincre le souverain russe de s'engager au-delà du rétablissement de la paix et de l'acceptation des redécoupages qu'il avait imposés, même si dans le traité secret signé le même jour que le traité officiel, le Tsar s'engageait (contre son gré, mais il n'avait pas le choix) à faire cause commune avec la France contre l'Angleterre, à adhérer au blocus continental, et, en cas d'échec de négociations futures avec cette nation et de constitution d'une nouvelle coalition contre la France, de prendre le parti de celle-ci.

En dépit de la fragilité de la situation, Napoléon se lança dans l'affaire d'Espagne en faisant le pari que la peur qu'il inspirait empêcherait la formation d'une nouvelle coalition, ou bien qu'il aurait réglé les problèmes portugais et espagnol avant que celle-ci soit opérationnelle.

Mais il avait, chose rarissime, mal évalué les risques et pé-



Ferdinand VII en tant que Prince des Asturies

ché par excès de confiance.

- Sur le plan politique d'abord, il avait commis une grave erreur en interprétant les mouvements du peuple espagnol comme une marque de défiance vis-à-vis des souverains alors qu'ils ne visaient que Manuel Godoy, le chef du gouvernement.

- Sur le plan militaire ensuite, il avait sans doute estimé que la valeur des chefs qu'il mettait à la tête de ses armées compenserait la qualité très moyenne des troupes, leur insuffisance numérique et leur inexpérience du combat. Mais les choses ne se déroulèrent pas comme il le souhaitait :

- Junot, après avoir brillamment conquis le Portugal, vit les troupes espagnoles qui avaient participé à l'opération se retirer dans leur pays pour prendre part à l'insurrection du peuple contre les Français, insurrection qui fit tache d'huile puisque, à leur tour, les Portugais se révoltèrent. Dès lors, les moyens militaires dont il disposait étaient nettement insuffisants pour contrôler la situation, et après le débarquement de troupes anglaises (20 juillet 1808), il essuya plusieurs revers qui le contraignirent à négocier son retrait du Portugal.



Le général Jean Andoche Junot, duc d'Abrantes

- En Espagne, Murat, qui avait fait merveille, quitta le pays pour le trône de Naples et le général Dupont, bien que disposant d'une supériorité numérique, capitula à Baylen. La situation était compromise. La mauvaise tournure que prenaient les opérations en Espagne contraignit Napoléon à y envoyer des troupes fraîches qui, par leur présence dans les places fortes et en Prusse, devaient sécuriser le flanc est de la France. Elles étaient destinées à intimider l'Autriche, car bien que considérablement affaibli économiquement et militairement par le traité de Presbourg, ce pays demeurait aux yeux de Napoléon la nation la plus dangereuse pour la France sur le continent. Il craignait qu'encouragée par les difficultés que les troupes françaises rencontraient,

à se réarmer, motivée par la peur de voir Napoléon devenir maître de la plus grande partie de l'Europe. Cette crainte était fondée si l'on considère les bouleversements que l'Empereur français avait déjà opérés : l'extension sans fin de la Confédération du Rhin qui, à présent, s'étendait au-delà de l'Elbe et jusqu'aux rives de la Baltique, et l'éviction des Bourbons de Naples en Sardaigne, dernier lambeau de leur suzeraineté en Italie.

L'Autriche redoutait qu'après l'expulsion de la maison de Bragance du Portugal, et le renversement des Bourbons d'Espagne qu'il venait d'accomplir, il se mette en tête d'éliminer toutes les anciennes dynasties ou, du moins, s'en prenne à leur indépendance et leur impose ses décisions. Elle avait même approché la Prusse pour lui proposer de s'allier une nouvelle fois. La réalité du fait nous est rapportée par MM Couchoud dans les notes de l'édition des mémoires de Talleyrand parue chez Plon : Le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères de Prusse « a déclaré en mai 1808 à l'envoyé autrichien que la Prusse s'allierait volontiers à l'Autriche si « Notre épuisement et plus encore notre position momentanée ne nous donnaient la triste conviction de vous gêner, plutôt que de vous être utiles. » Le danger que Napoléon redoutait se concrétisait. Informé que l'Autriche se pourvoyait à nouveau en hommes et en armes, il devait absolument convaincre le Tsar de s'engager formellement à l'attaquer si elle se lançait dans une guerre opportuniste.

Alexandre 1^{er}, intelligent, cultivé, avait été séduit par Napoléon lors de l'entrevue de Tilsitt, séduction qui n'était pas seulement due au charme que l'Empereur des Français savait déployer quand il voulait circonvenir quelqu'un, mais aussi à la modération des conditions que Napoléon mettait pour signer un traité de paix, conditions qui permettaient à Alexandre de sauver la face aux yeux de son peuple et vis-à-vis de la Prusse en se présentant comme le modérateur des

Alexandre 1er

Le Tsar était un homme au caractère hésitant, influençable, déchiré entre son admiration pour feu son père, Paul 1^{er}, partisan de l'autoritarisme à la prussienne et son éducation, supervisée par sa grand-mère Catherine II, cette autocrate éclairée, qui avait racheté la bibliothèque de Voltaire au décès du philosophe. Il était imprégné des idées libérales professées par son précepteur vaudois, Frédéric-César de La Harpe, républicain convaincu. Dès son arrivée au pouvoir, il avait repris la mise en application des idées libérales de sa grand-mère et tenté de moderniser les institutions. Mais, paradoxalement, s'il admirait les idées des philosophes du siècle des lumières, il n'appréciait pas du tout l'application qu'en avait fait la Révolution française et le danger qu'elle faisait courir aux monarchies en place. Il n'avait jamais été tenté de faire évoluer son pays vers une monarchie constitutionnelle. Au contraire, avec l'âge, le tempérament autoritaire hérité de son père avait repris le dessus ; il fut l'un des artisans de la Sainte alliance qui, sous le couvert du maintien de la paix en Europe, était en fait une alliance contre-révolutionnaire destinée à réprimer les idées libertaires des peuples et les insurrections si dangereuses pour les familles régnantes.

exigences territoriales de Napoléon contre cet état.

Pour inciter le Tsar à signer le traité de Tilsitt, Napoléon lui avait fait miroiter la perspective de posséder en pleine propriété la Valachie et la Moldavie. A ce sujet, Talleyrand nous dit dans ses mémoires « L'Empereur Napoléon, dans les conférences qui précédèrent le traité de Tilsitt, parlait souvent à l'Empereur Alexandre de la Moldavie et de la Valachie comme de provinces qui devaient un jour être réunies à la Russie. En ayant l'air de céder à un entraînement, et de se soumettre au décret de la Providence, il plaçait dans le nombre des choses inévitables le démembrement de la Turquie européenne » De tels propos ne pouvaient que séduire l'Empereur russe dont les visées sur ces deux provinces ainsi que sur d'autres territoires turcs étaient notoirement connus.

Toutefois, nous dit Talleyrand, les instructions que lui donna Napoléon pour la rédaction du traité « portaient que je ne devais y laisser rien introduire de relatif au partage de l'Empire ottoman, ni même à la destination future des deux provinces de Valachie et de Moldavie. »

Caulaincourt juge que « à Tilsitt, Napoléon s'était fort avancé vis-à-vis de l'Empereur Alexandre. Il avait été plus loin en paroles, en espérances, qu'il ne voulait aller en politique, et il était contrarié de trouver un homme tout positif qui avait pris à la lettre tout ce qui lui avait été répété et il était, comme il disait, tout d'une pièce. » (Caulaincourt, Mémoires). Ces quelques lignes prouvent que Caulaincourt croyait en la bonne foi de Napoléon alors que celui-ci faisait profession de mentir à tout le monde pour cacher ses véritables intentions. Les propos tenus à l'Empereur Alexandre à Tilsitt n'étaient pas une erreur mais une ruse pour avoir en réserve un appât dont il pourrait se servir ultérieurement. Loin de l'affliger, le fait qu'Alexandre les ait pris au sérieux le comblait d'aise. L'affaire d'Espagne et l'entrevue d'Erfurt n'ont jamais été, comme il l'a prétendu, le

résultat d'un enchaînement de circonstances mais le celui de « machines » comme le dirait Saint Simon, habilement montées de longue date et mises en places à l'insu de tous. Mais revenons à Erfurt. Napoléon, avait, dès le début de l'opération contre le Portugal, entrepris des manœuvres diplomatiques pour convaincre le Tsar de conclure l'engagement qu'il n'avait pu obtenir à Tilsitt. Plutôt que d'avoir recours à des négociations par diplomates interposés, il choisit de rencontrer personnellement Alexandre, misant sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur le souverain russe. La manœuvre commença dès le mois de novembre 1807. Alors qu'il s'était déjà lancé dans l'entreprise de renversement de la dynastie espagnole en faisant le pari que celle-ci se déroulerait sans anicroches, Napoléon commença par évoquer avec l'ambassadeur russe à Paris la question des provinces de Valachie et de Moldavie.

Mais Alexandre Ier ne semblait pas disposé à entrer dans ses vues. Bien qu'il se soit abstenu de commenter publiquement ou en privé les agissements de Napoléon en Espagne, cet homme, qui élevait la loyauté et le respect des engagements pris en vertu cardinale, partageait les sentiments des chancelleries européennes selon lesquelles les actes de Napoléon contre la monarchie espagnole constituaient « un attentat politique contre un allié faible, dupe et maladroit » (Caulaincourt).

D'autre part, le Tsar était occupé par sa guerre contre la Suède qui refusait de participer au blocus, guerre que Napoléon l'avait poussé à entreprendre dans le cadre des clauses secrètes du Traité de Tilsitt, mais qui ne déplaisait pas au souverain russe qui voulait depuis longtemps s'emparer de la partie orientale de ce royaume, l'actuelle Finlande.

Il n'avait pas, non plus, l'intention d'entrer en guerre contre l'Angleterre, son ancienne alliée de la 3ème coalition, avec le concours de laquelle il avait attaqué l'Empire Ottoman,

allié de la France. De fait, l'essentiel du commerce de son empire se faisait avec l'Angleterre, le blocus auquel Napoléon l'avait contraint à participer mettait son économie en grand danger.

Il est aussi probable qu'à défaut d'une participation effective de la France à une guerre contre l'Empire Ottoman, il devrait envisager une nouvelle alliance avec les Britanniques pour étendre ses conquêtes dans les Balkans pendant que les Britanniques s'empareraient de l'Égypte, alors sous domination ottomane.

A cela il faut ajouter qu'Alexandre



n'avait pas digéré qu'à Tilsitt, Napoléon lui ait imposé le retrait des troupes russes des Balkans, et la création du duché de Varsovie.

Napoléon réitéra ses propos début janvier 1808 à l'ambassadeur russe, tout en réclamant, en contrepartie, la Silésie, donnée à la Prusse par le traité de Tilsitt. L'Empereur Alexandre qui, comme son père auparavant, ne cachait point sa sympathie pour ce pays en faveur duquel il avait âprement négocié avec Napoléon, refusa avec indignation de remettre en cause les clauses du traité.

Il fallut une lettre datée du 2 février 1808, (toujours d'après MM Couchoud) dans laquelle, nous dit Talleyrand, abandonnant ses vues sur la Silésie, Napoléon formulait « de nouvelles idées sur le partage de la Turquie » ainsi qu'« un projet pour porter la guerre dans l'Inde » et l'envoi d'un émissaire à Paris pour « y traiter de ces grandes questions » ou de convenir d'un lieu où les deux Empereurs pourraient se rendre pour en parler. L'abandon des vues de Napoléon sur la Silésie décida le Tsar, qui, officiellement, « se posait comme voulant à peine les deux provinces de Valachie et de Moldavie » et ne voulait entrer dans les projets de Napoléon que pour renforcer l'alliance entre les deux pays, à accepter de le rencontrer. Nonobstant, il demandait que cette rencontre eût lieu « sous la condition qu'auparavant le partage serait réglé, et qu'elle (l'entrevue) n'aurait pour objet que de bien s'entendre sur les moyens d'exécution qui devaient être adoptés, et de rendre, par un engagement d'homme à homme, leur ratification plus inviolable. » (Talleyrand. Mémoires).

En plus des propositions énoncées plus haut, Napoléon comptait aussi renforcer l'alliance en proposant au Tsar, lors de leurs entretiens, d'épouser une des sœurs après avoir divorcé d'avec Joséphine qui ne pouvait lui fournir une descendance directe. Il pensait que celui-ci, flatté par cet honneur, n'oserait plus prendre les armes contre un souverain puissant qui serait devenu son beau-frère. Il désigna Caulaincourt, pour conduire les négociations préalables à l'entrevue demandées par le Tsar sans toutefois aborder le sujet du mariage dont Napoléon ne l'avait probablement pas informé, voulant en confier la mission à Talleyrand, et, nous dit celui-ci « d'exciter l'engouement pour Napoléon dans lequel était l'Empereur Alexandre, de manière à le conduire à désirer une entrevue comme le seul moyen de bien s'entendre » en prêtant une oreille complaisante aux projets russe de démembrement de la Turquie, sans « indiquer ceux de Napoléon » et en sou-

levant « sans cesse des difficultés qui ne pouvaient être aplanies que par les souverains eux-même » Caulaincourt fit si bien que « le vague qui existait dans l'esprit de l'Empereur Alexandre » le porta effectivement à admettre la nécessité de l'entrevue, qui fut fixée au 27 septembre.

Napoléon savait que les négociations avec le Tsar allaient être délicates. Pour vaincre la méfiance du souverain russe il décida que la présence de Talleyrand à ses côtés était nécessaire, bien que ses relations avec son ex-ministre, comme le signale celui-ci dans ses mémoires, fussent devenues très froides :

- D'une part, en tant que Grand Chambellan, pour arrêter la liste des personnes qui feraient partie du voyage, super-



Caulaincourt par Gérard

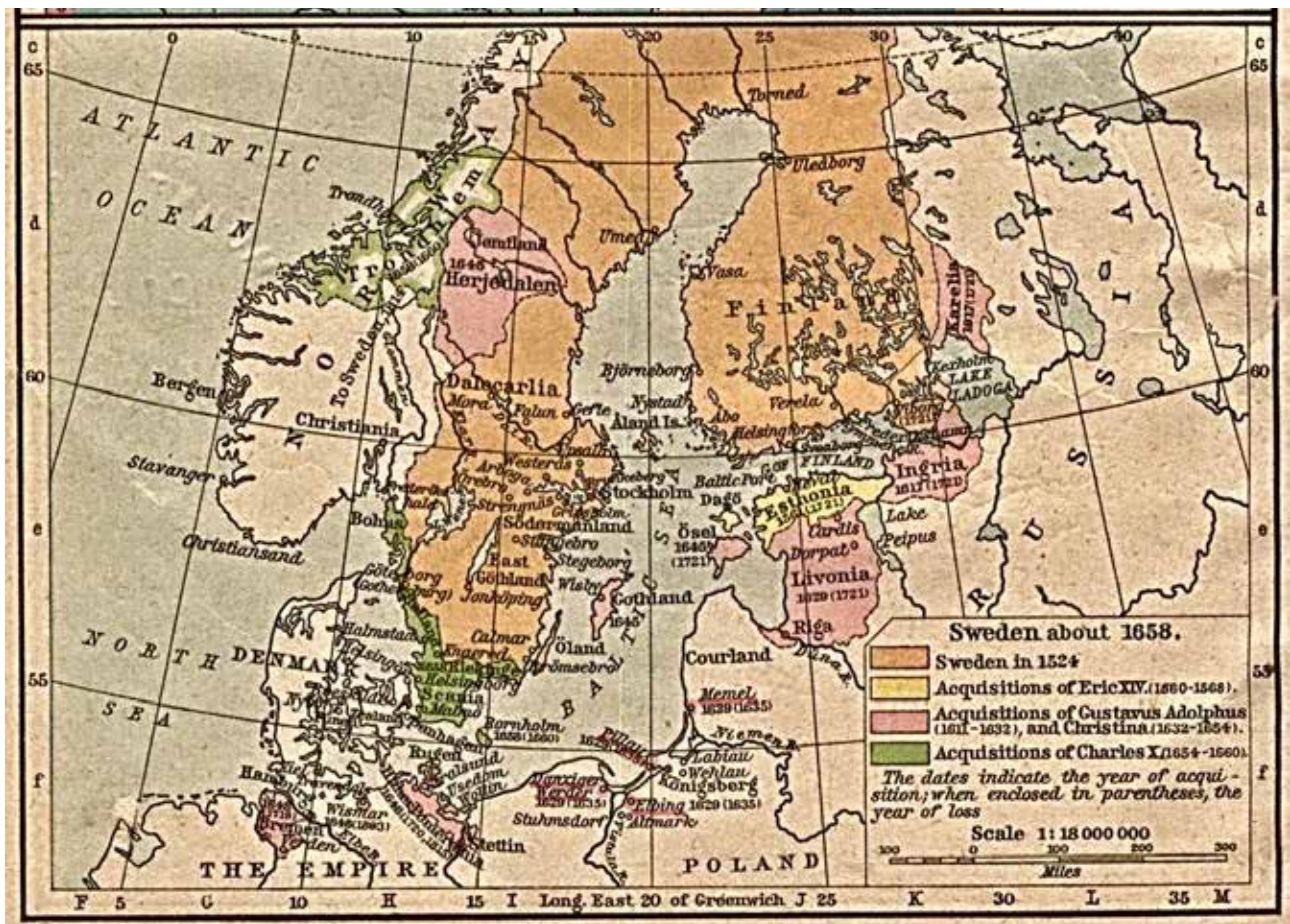
viser les préparatifs, les logements, et surtout les questions d'apparat, réceptions, spectacles etc, domaines dans lesquels ce pur produit de la noblesse de cour de l'ancien régime excellait. De plus, sa présence rehausserait l'éclat de la rencontre, tout en réaffirmant la légitimité de la cour impériale à laquelle s'était agrégée une partie de la noblesse d'ancien régime, et enfin parce que le Tsar tenait Talleyrand en haute estime.

-D'autre part pour préparer la partie diplomatique. Normalement cette tâche aurait dû revenir à Champagny, le successeur de Talleyrand aux Relations extérieures, mais si ce dernier était un serviteur loyal et zélé, la conduite de négociations et la rédaction d'un traité plein de subtilités, où chaque mot aurait une très grande importance, dépassaient ses capacités.

Il convoqua donc son Grand Chambellan qui jouait à Valençay les géoliers de luxe auprès des princes espagnols pour le mettre au courant de ses projets.

Avant d'aborder le sujet pour lequel il l'avait convoqué, Napoléon ne résista pas au plaisir de vexer Talleyrand en se moquant de tous les conseils de prudences et de toutes les objections que celui-ci avait formulés à propos de l'Espagne et qu'il n'avait point suivis : « Eh bien ! Vous voyez à quoi ont abouti vos prédictions sur les difficultés que je rencontrerais pour régler l'affaire d'Espagne selon mes vues ! Je suis cependant venu à bout de ces gens-là. Ils ont été pris dans les filets que je leur avais tendus et je suis maître de la situation en Espagne comme dans le reste de l'Europe » C'est là que Talleyrand eut la révélation de la profonde duplicité de Napoléon : « C'est de ce moment que date la rupture qui, plus ou moins marquée, a eu lieu entre lui et moi. » écrit-il dans ses mémoires.

Bien des gens voient, à tort, un aveu de trahison dans cette phrase. Elle n'est qu'un constat d'échec, un renoncement



Cette carte de 1648 permet de comprendre les visées mémorables de la Russie sur la Finlande, mais aussi sur la Courlande.

à prodiguer des conseils de modération à une personne qui n'en avait que faire, le refus de se perdre de réputation auprès des chancelleries étrangères en apportant son concours à un homme qui ne respectait pas les traités qu'il signait. Napoléon s'était autant joué de lui que des Espagnols. Talleyrand s'était senti atteint dans son honneur de grand seigneur et surtout de diplomate par le rôle de fourbe que Napoléon lui avait fait jouer en lui faisant conduire à Fontainebleau des négociations qui n'étaient qu'un leurre destiné à masquer la mise en œuvre d'un projet qui avait germé dans son esprit à Berlin en novembre 1806 et dont il poursuivait implacablement l'exécution tout en le dissimulant à tous. Il réalisa ce jour-là qu'il n'avait plus guère d'influence sur l'Empereur et que celui-ci ne lui faisait plus confiance, sans doute depuis la signature du traité de Presbourg, dont il avait, contre la volonté de l'Empereur, adouci les clauses financières imposées à l'Autriche afin de limiter chez elle l'esprit de vengeance. Napoléon mit donc Talleyrand au courant de ses projets, se vantant au passage d'avoir manœuvré habilement dans les échanges épistolaires avec l'autocrate, de l'ascendant qu'il croyait exercer sur lui et, d'après Talleyrand, le chargea de diriger les négociations. Il lui fit remettre toute la correspondance qu'il avait échangée avec le Tsar pour qu'il en prenne connaissance. Mais Napoléon, n'avait absolument

pas l'intention de confier la direction des négociations à son Chambellan. Il était bien décidé à traiter directement, « d'homme à homme », avec le Tsar. Talleyrand était convaincu que la paix ne pourrait avoir des chances de s'établir de façon durable que si elle reposait sur un équilibre des forces entre les trois grandes puissances continentales, France, Autriche, Russie, qui se tenaient mutuellement en respect. Il n'avait jamais fait mystère, même à Napoléon, du fait qu'il préférait un rapprochement avec l'Autriche plutôt qu'une alliance avec la Russie qu'il jugeait improductive, voire dangereuse. Les motivations politiques qui avaient conduit ces deux nations à prendre les armes étaient différentes.

- Celles de l'Autriche, pays d'une grande stabilité politique, qui voulait empêcher Napoléon d'étendre ses conquêtes à ses dépens, étaient « conservatrices »
- Celles de la Russie, pays politiquement instable, où les coups d'état et assassinats de souverains n'étaient pas rares, tendaient purement et simplement à dominer la politique européenne. La conquête de la Finlande, en lui offrant de larges débouchés sur la Baltique, lui permettrait, si les circonstances étaient favorables, de s'emparer des provinces nord de la Norvège qui, à cette époque, dépendait également de la Suède, pour ainsi déboucher sur l'Atlantique. Elle serait alors devenue une puissance redoutable.

A cela, il faut ajouter que le Tsar pouvait fort bien, sous la pression de sa noblesse qui était très pro-anglaise, s'allier à nouveau avec l'Angleterre et la Prusse contre la France, en qui elle voyait le vecteur de la propagation des idées révolutionnaires qui mettaient en péril l'autorité de la noblesse sur les peuples.

Un tel revirement aurait mis en danger la Confédération du Rhin, cet agglomérat d'États satellites de l'Empire français constitué par Napoléon depuis 1806 pour créer un « glacis militaire et politique » entre la France et ses principaux ennemis, Prusse, Autriche et Russie.

Cette confédération, à laquelle beaucoup avaient adhéré par crainte, risquait de se disloquer lors de ralliements à l'association Prusse-Russie, dans le but de s'affranchir de la tutelle stricte que Napoléon imposait. Une telle éventualité faisait à terme peser un danger sur la France, sur ses conquêtes en premier lieu, mais aussi sur le territoire national qui risquait d'être à son tour envahi et démembré. Une alliance Franco-Russe stable pouvait, elle aussi, avoir de lourdes conséquences. Attaquée sur plusieurs fronts, l'Autriche succomberait sous le nombre et deviendrait, après de nouvelles amputations territoriales et de lourdes sanctions financières, un état de second ordre, laissant le champ libre aux ambitions de Napoléon et du Tsar. Associés, les deux pourraient remodeler l'Europe à leur convenance et, en créant des États qui seraient sous leurs tutelles respectives provoquer une bipolarisation de la situation politique et militaire qui ne tarderait pas à se transformer en antagonisme et déboucherait sur de nouvelles guerres à l'échelle européenne.

Il n'y avait donc aucun avantage pour la France à rompre l'équilibre précaire établi à Tilsitt. Il fallait à tout prix l'éviter mais aussi et surtout éviter une rupture entre les deux pays, car elle pouvait conduire à un renversement des alliances.

Quelques jours avant le départ pour Erfurt, Napoléon demanda à Talleyrand de rédiger un avant-projet du traité qu'il voulait faire signer au souverain russe. Il lui stipula qu'il voulait avoir totalement les mains libres pour agir en Espagne en engageant le Tsar à prendre les armes contre l'Autriche et en précisant : « Je ne veux pas être engagé de manière précise avec la Russie pour ce qui concerne les affaires du Levant. » (Id Talleyrand).

Napoléon était conscient que les termes de la convention ne satisfaisaient aucune des attentes du Tsar. Ils engageaient celui-ci sans aucune contrepartie si ce n'était de vagues promesses dont la réalisation ne dépendrait que du seul bon vouloir de l'Empereur français, ce qui le mettait en position d'arbitre sur la question ottomane. Il chargea Talleyrand de faire pression sur le Tsar en « flattant sa vanité et son ambition » (Id Talleyrand) : « Pendant le temps que durera le voyage, vous chercherez les moyens de voir

souvent l'Empereur Alexandre. Vous le connaissez bien, vous lui parlerez le langage qui lui convient. Vous lui direz qu'à l'utilité de notre alliance peut être pour les hommes on reconnaît une des grandes vues de la Providence. Ensemble, nous sommes destinés à rétablir l'ordre général en Europe. » (Id Talleyrand).

Talleyrand vit qu'une fois de plus, Napoléon se jouait de lui et aussi du Tsar, que la promesse de la direction des négociations n'était qu'une ruse pour obtenir la rédaction d'un texte avantageux pour lui. La proposition qu'il faisait à Talleyrand de participer aux négociations n'était en fin de compte qu'un stratagème pour que celui-ci, flatté par cet honneur et croyant à un retour en grâce, mette tout son zèle et son application à lui préparer un avant-projet de ce qu'il voulait faire accepter et signer par le souverain russe. Pour protéger Napoléon contre lui-même et l'empêcher d'entraîner la France dans sa chute, il jugea préférable d'éviter qu'en aboutissant, les négociations aggravent la situation.

Le but commun que poursuivaient officiellement le Tsar et Napoléon en venant à Erfurt était de forcer l'Angleterre à la paix en prenant des mesures directes et indirectes. L'affaire du Portugal appartenait à la première catégorie, celle d'Espagne, et la neutralisation par intimidation de l'Autriche, à la seconde.

Mais, en outre, chacun venait avec l'intention d'obtenir des avantages bien précis, d'éviter de prendre des engagements trop contraignants en contrepartie, tout en ayant bien l'intention de ne pas les tenir :

-Alexandre voulait obtenir la reconnaissance de la pleine propriété de la Valachie et de la Moldavie. Il n'avait aucunement l'intention de prendre des engagements hostiles à l'Autriche ni, bien que le traité de Tilsitt l'y engageât, d'entrer en guerre contre l'Angleterre pour les raisons énoncées précédemment. Il souhaitait donc que la paix avec l'Angleterre s'instaure rapidement. Sur le plan militaire, la seule chose qui l'intéressait était l'aide de la France pour attaquer et démembrer l'Empire Ottoman. Il n'avait probablement pas l'intention de prêter son concours à Napoléon dans une opération militaire sur les Indes. Il se doutait qu'une fois ses projets menés à leur terme, Napoléon ne ferait rien en faveur de la Russie, et qu'après s'être occupé avec son aide de l'Autriche, il se trouverait face à un souverain dominant les deux tiers de l'Europe avec lequel les divergences d'intérêt apparaîtraient rapidement et l'entraîneraient dans un conflit dont il sortirait inéluctablement vaincu tant la disproportion des forces économiques et militaires était grande.

- Napoléon n'avait aucune intention d'attaquer et de démembrer l'empire ottoman. Ce pays, allié de la France, contraignait en effet l'Autriche avec qui elle avait été en

guerre plusieurs fois depuis le XVI^{ème} siècle et la Russie avec laquelle elle était en conflit ouvert à propos des principautés des Balkans, à maintenir sur leurs frontières communes des forces armées considérables que ces deux nations ne pourraient engager dans un éventuel conflit contre la France. Mais au vu de la situation en Espagne, l'alliance russe devenait impérative. Il comptait impressionner le Tsar en le recevant avec beaucoup d'égards, en faisant étalage de sa puissance par de fastueuses réceptions pour le flatter. Il comptait sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur le souverain Russe pour le pousser à accepter de s'engager sans rien lui garantir en contrepartie. Il voulait seulement obtenir de la Russie qu'elle s'engage contre l'Autriche. L'entrevue débuta fort bien, avec, de part et d'autre, force démonstrations d'amitié destinées à masquer les arrière-pensées des deux souverains, que Talleyrand nous décrit avec ironie : « Et alors les deux Empereurs s'adressèrent, avec les formes du plus vif intérêt, des questions insignifiantes sur leurs familles réciproques. C'était l'impératrice Elisabeth à laquelle on répondait par l'impératrice Joséphine ; la grande-duchesse Anne par la princesse Borghèse, etc. Si le temps d'une première visite l'eût permis, il y aurait eu probablement un mot sur la santé du cardinal Fesch. Les deux Empereurs, bien tranquilles sur l'état dans lequel ils avaient laissé leurs familles se séparèrent. » Mais Napoléon, qui avait recopié personnellement le projet de traité élaboré par Talleyrand en y renforçant les mesures contre l'Autriche, se heurta à la réticence du Tsar dès que celui-ci en prit connaissance : Alexandre constata, avec surprise et déplaisir, que les dispositions qu'il contenait étaient différentes de celles qui avaient été arrêtées lors des négociations préliminaires, conduites à St Pétersbourg par Caulaincourt. Il s'en ouvrit à Talleyrand, qu'il rencontrait tous les soirs chez la princesse de Thurn et Taxis. Celui-ci lui

conseilla de formuler ouvertement ses observations en lui rappelant au passage que les engagements que Napoléon lui demandait vis-à-vis de l'Autriche étaient déjà « renfermés implicitement dans le traité de Tilsitt » (Id Talleyrand) et que leur mise en application ne devait pas relever uniquement de Napoléon mais d'une décision commune.

Pourquoi Alexandre Ter sollicite-t-il l'avis d'un étranger ? D'après Talleyrand ce serait parce que Caulaincourt « qui avait été au-devant de lui, lui avait dit que j'étais au fait de tout de ce qui allait se passer. » Il est probable que celui-ci s'est borné à dire à Alexandre que seul Talleyrand était informé de tout et qu'il lui en parlerait. Cet « Organe fidèle de Napoléon » (Id Talleyrand), conduisit avec zèle les négociations diplomatiques préliminaires à l'entrevue d'Erfurt, au cours desquelles sur ordre de Napoléon, il dissimula les intentions réelles de l'Empereur pour amener le Tsar à la table de négociations.

Napoléon voulait qu'Alexandre rencontre son Grand Chambellan sur qui il comptait pour convaincre le Russe grâce à ses talents de diplomate. Talleyrand nous dit dans ses mémoires que Napoléon lui avait ordonné que « Pendant le temps que durera le voyage, vous chercherez les moyens de voir souvent l'Empereur Alexandre. Vous le connaissez bien, vous lui parlerez le langage qui convient. » En faisant appel à Talleyrand, Napoléon reconnaissait implicitement la supériorité de son ancien ministre dans la conduite de négociations délicates. C'est, plus que le talent de Charles-Maurice pour organiser des fêtes grandioses et somptueuses, la raison principale de sa présence.

Le Tsar savait que le peuple français, malgré l'accumulation de victoires et la griserie qu'elles exerçaient sur lui, malgré l'admiration qu'il ressentait pour l'Empereur, était las des guerres sans fin, et que de hauts dignitaires les désapprouvaient, parmi lesquels Talleyrand et Fouché que

l'on pouvait considérer comme étant de facto à la tête de cette opposition embryonnaire. Stadion, le ministre des Affaires étrangères autrichien, lui avait certainement fait part de cette information communiquée par Metternich, représentant de l'Autriche à Paris. Talleyrand, en effet, depuis qu'il avait quitté le ministère des Relations extérieures, avait repris sa liberté d'expression et avait dit à titre privé à Metternich qu'il souhaitait l'établissement de la paix en Europe et qu'il estimait que la politique me-



Erfurt : Le célèbre tableau de Nicolas Grosse place Talleyrand au centre des négociations.

naçante de Napoléon, notamment vis-à-vis de Vienne, était exactement le contraire de ce qu'il fallait faire. Il était donc important pour Alexandre Ier d'en savoir plus sur les intentions de Napoléon et sur ce désaccord naissant qui, à terme, pouvait fragiliser le Français et faire d'une alliance renforcée avec lui, au lieu d'un tremplin politique et militaire, une impasse.

« Pour moi, les vrais intérêts de la France ne sont jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe. » (id. Talleyrand.)

Ne pouvant ni contredire ni nier les propos qu'il avait tenus en France en public et avec Metternich en privé, Talleyrand n'a certainement pas incité formellement le Tsar à ne pas s'entendre avec Napoléon, mais voulant empêcher l'Empereur et la France avec lui, de s'engager dans une voie périlleuse, il a fait comprendre au souverain russe qu'en ne cédant pas à la volonté de Napoléon d'une entente agressive contre l'Autriche, et en agissant pour que les entrevues débouchent sur des offres de paix plutôt que sur des menaces de guerre, il pouvait « sauver l'Europe »

Quand le Tsar lui fit part de sa surprise et de son mécontentement de ne trouver dans le projet de compte rendu que lui avait remis Napoléon aucun des avantages qu'il es-



Thérèse de Mecklenburg-Strelitz, Princesse de Thurn and Taxis par Gérard. C'est chez elle que Talleyrand s'entretenait avec le Tsar.

pérait obtenir en venant à Erfurt, Talleyrand se borna à lui conseiller de formuler ouvertement ses objections, ce qui, en soi, n'est pas constitutif d'une trahison.

Erfurt se solda par un échec pour tous les protagonistes :

- La manœuvre de Napoléon avait échoué. Il dut se contenter, pour pouvoir déplacer des troupes sur le théâtre d'opérations en Espagne, de la réaffirmation des engagements pris à Tilsitt vis-à-vis de l'Autriche et de l'Angleterre en pariant, malgré la méfiance qu'il commençait à nourrir à l'égard du Tsar, que celui-ci tiendrait sa parole le cas échéant.

- Le Tsar n'avait pas obtenu la promesse d'une participation de la France au démembrement de l'Empire Ottoman. La reconnaissance de la propriété de la Valachie et de la Moldavie n'en était pas vraiment une, mais seulement la constatation d'un état de fait qui devait être entériné par des négociations pour être accepté par les Turcs. Il dut également se contenter de la reconnaissance du bout des lèvres, par Napoléon, du fait accompli vis-à-vis des principautés balkaniques, celui-ci l'exhortant toutefois à régler le problème à l'amiable faute de quoi il n'interviendrait militairement que si l'Autriche s'associait avec l'Empire ottoman, chose hautement improbable vu le fort contentieux qui existait entre ces deux nations.

-Talleyrand, qui espérait stabiliser la situation politique et militaire de l'Europe et éviter de nouvelles guerres n'avait pas été plus heureux.

Le seul gagnant de cette entrevue fut celui qui en était la cause mais qui n'en avait jamais été avisé officiellement et n'y avait, a fortiori, pas été invité : l'Empereur d'Autriche voyait disparaître la menace d'une alliance franco-russe dont Napoléon voulait se servir contre lui. Hélas, les paroles rassurantes que le Tsar fit porter à l'Empereur autrichien par le baron de Vincent, son envoyé à Erfurt, ne firent pas retomber la tension. Au contraire ! Encouragée par les propos rassurants du Tsar et par les difficultés que Napoléon rencontrait en Espagne, l'Autriche en profita pour s'allier avec l'Angleterre et rallumer la guerre (Cinquième coalition 10 avril/14 octobre 1809).

Cependant il fallait sauver la face et les deux Empereurs affichèrent, par de grandes démonstrations d'amitié au terme des entretiens, une satisfaction qu'ils étaient très loin d'éprouver.

On prétend que l'échec de l'entrevue d'Erfurt est imputable à Talleyrand. En réalité il était inévitable.

Napoléon lui-même porte une large part de responsabilité dans cet échec par sa volonté de ne pas traiter sur les bases préalablement déterminées. Sa méthode de faire alterner le chaud et le froid, la persuasion et la menace, la douceur et la colère pour influencer son interlocuteur ne réussit pas à déterminer le Tsar à s'engager plus avant vis-à-vis de l'Autriche que ce qui avait été signé à Tilsitt.

Sûr de régler les différends sur le champ de bataille, Napoléon ne respectait plus ses engagements. Il a ainsi organisé la carte de l'Europe au gré des circonstances, donnant à l'un des territoires pour, au gré de ses convenances, les lui reprendre pour les donner à un autre ou créer un nouveau satellite. Il utilisait la force et la duplicité pour s'emparer des trônes et y installer les membres de sa famille, ce qui constituait annexion déguisée. La déloyauté du procédé utilisé pour s'emparer de l'Espagne avait choqué toute l'Europe : il avait par deux fois manqué à l'honneur en violant l'intégrité d'un territoire étranger pour s'emparer par la force d'un opposant politique, puis en bafouant le principe d'immunité. La plupart des souverains d'Europe, par crainte, continuaient de lui prodiguer les marques de la plus grande fidélité ou du plus profond respect, mais en fait, ils le haïssaient et ne rêvaient que de se débarrasser de lui. Alexandre Ier aussi était en partie responsable de l'échec de l'entrevue. Bien qu'il s'en défendît, il n'aimait pas Napoléon en qui il voyait un tyran. Malgré les manifestations d'amitié que l'Empereur français lui prodiguait pour l'amadouer, il s'en méfiait profondément. En arrivant à Erfurt, il était décidé à se borner à respecter loyalement les engagements pris à Tilsitt, sauf si Napoléon s'engageait à ses côtés contre la Turquie, ce dont il doutait au vu des réponses évasives de Caulaincourt dans les négociations préliminaires. Ses doutes lui furent confirmés à la lecture du projet d'accord que lui avait remis Napoléon et qui ne lui procurait aucun avantage à court, moyen ou long terme.

En ce qui concerne la "trahison" de Talleyrand, il ne convient pas de raisonner sur la base d'un conflit entre le droit et la morale, mais plutôt sur celle de la déontologie politique.

Napoléon est le premier à y avoir porté atteinte en confondant projet personnel et intérêt national. Ce dernier se limitait à la sécurisation des frontières de 1792, non à la conquête d'un immense empire constitué d'une multitude de peuples différents, et dont les souverains n'avaient pour toute légitimité que celle que Napoléon leur avait conférée. Cet empire, de plus, ne pouvait que s'écrouler rapidement à partir du moment où Napoléon, ayant perdu une bataille, les nations ennemies réaliseraient qu'il n'était pas invincible.

Si, dans ses mémoires, Talleyrand ne cache rien de ce qu'il a fait ou dit à Erfurt, c'est parce qu'il était convaincu qu'il agissait en faveur des intérêts supérieurs de la France qui à ses yeux primaient sur ceux de l'Empereur. En agissant ainsi, il ne trahissait pas son pays mais œuvrait pour lui, même si pour cela il devait manquer à l'Empereur. Il ne craignait pas le jugement immédiat de ses contemporains, ni, à long terme, celui de l'Histoire et de la postérité.

On ne peut pas accuser Talleyrand de déloyauté vis-à-vis

d'un homme qui avait abusé de la confiance et des espérances de paix et de prospérité qu'avait placés en lui tout un peuple. Même s'il a fait de grandes choses, Napoléon, poussé par la peur de perdre son Empire et peut-être aussi par la volonté de puissance et la prodigieuse richesse dont il a fait profiter sa famille, a porté atteinte à une certaine éthique politique par intérêt personnel.

La quasi-totalité des ouvrages sur la question rapportent les faits, sans vraiment essayer de savoir ce qui les a générés. Une lecture attentive des mémoires de Talleyrand concernant l'affaire d'Espagne et l'entrevue d'Erfurt les éclaire d'un jour bien différent. Bien des historiens considèrent ces mémoires comme mensongers. C'est une chose bien curieuse qu'on ne retienne que les arguments à charge, en raison d'un a priori de culpabilité qu'on refuse de remettre en cause. Ils considèrent que Talleyrand ment quand il rapporte le contenu de ses entretiens avec Napoléon. Sur quoi se basent-ils ? Sur des récits de tiers qui n'étaient pas physiquement présents, car Napoléon qui tenait absolument à ce que ses projets demeurent secrets, se gardait bien de s'en entretenir publiquement ou mentait à ses interlocuteurs pour masquer ses intentions réelles, ce dont il s'est vanté devant Talleyrand pour l'affaire d'Espagne. Il a évidemment agi de même vis-à-vis du Tsar en tentant à Erfurt de le faire souscrire à un marché de dupes.

Ces propos résultent de mes réflexions personnelles. En aucun cas ils ne prétendent faire le tour de la question, mais je souhaite que la confrontation d'opinions divergentes puisse contribuer un jour à rendre justice à Talleyrand.

Bibliographie.

-Mémoires de Talleyrand parus aux éditions Plon dans la collection "Les mémorables" et chez Robert Laffont sous la direction d'E de Waresquiel, les documents, lettres de Talleyrand, Metternich etc qui y sont joints en annexe des chapitres sur l'Espagne et sur Erfurt et les annotations de MM Paul-Louis et Jean-Paul Couchoud.

-Mémoires de Caulaincourt (BNF)

-Frédéric Loliée "Talleyrand et la société française" Emile Paul éditeur Paris 1910.

-Les biographies de Talleyrand de MM Orioux, Lacour-Gayet, Castelot, Madelin, Waresquiel, Madelin, Sindral, Lacombe, Bertaut, Vivent, Duff Cooper, Sallé, Lawday, Pichot, Rivois etc.

Merci à MM Jacques Tcharny et Philip Bogaert pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée en relisant et corrigeant ce texte.